

Nouvelles locales du mercredi 26 mars 2014

@rib News, 26/03/2014 | Politique - La présidence de la République du Burundi vient d'affirmer que les propos tenus par le ministre de l'Intérieur concernant la candidature de Pierre Nkurunziza lors de la présidentielle de 2015 n'engagent pas leur auteur. Selon Léonidas Hatungimana (photo) porte-parole du président de la République, personne n'a autorisé le chef de l'Etat pour faire une telle déclaration et que donc le ministre Nduwimana n'a pu expliquer lui-même cette information. Léonidas Hatungimana précise en outre que le président n'a pas encore sollicité par écrit pour qu'il puisse le représenter à l'élection présidentielle. Il rappelle que la position de Nkurunziza reste la même que sa candidature dépendra de la volonté de son parti, volonté qui doit se conformer à la loi.

[rtr/bonesha/isanganiro/rpa/rtnb]

- Le ministre de l'Intérieur a tenu de son côté d'expliquer ses propos concernant la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidence à partir de 2015. Selon Edouard Nduwimana, il n'a pas affirmé que le président actuel doit se présenter en 2015 pour la présidentielle. Il précise qu'il a voulu faire un clin d'œil aux politiciens qui veulent entrer en compétition pour voir qu'ils peuvent avoir comme adversaire Nkurunziza et que ce clin d'œil peut être suivi ou pas. Il admet aussi qu'il n'est pas l'autorité compétente pour désigner le candidat du CNDD-FDD ni pour l'annoncer publiquement. Selon lui, celui qui se lance dans la campagne électorale doit prévoir la défaite tout comme la victoire. A ce sujet, il estime que son message a été mal interprété et qu'il ne voulait pas du tout annoncer que Nkurunziza sera nécessairement candidat à la présidentielle de 2015. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa/rtnb]- Léonidas Hatungimana se dit étonné que la candidature du président de la République lors de la présidentielle de 2015 soit annoncée par le gouvernement via le ministre de l'Intérieur. Selon le président de cette alliance, cela montre à suffisance que le pouvoir en place est prêt à tout faire même l'impossible pour arriver à se maintenir en place. Léonidas Hatungimana trouve que le pouvoir a tous les moyens de le faire puisqu'il dispose de la force publique qui peut être utilisée contre l'opposition, ce qui risquera d'embraser tout le pays tant que la population actuellement ne peut pas accepter d'être dirigée de la manière la plus brutale et illégale. Il trouve que seul le dialogue va aboutir à une solution durable en matière de paix et de tranquillité des citoyens burundais, si non, il sera difficile voire impossible d'organiser et de tenir des élections apaisées, libres et transparentes en 2015.

[bonesha/isanganiro/rpa]- Après les déclarations de ce lundi du ministre de l'Intérieur concernant la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de 2015, des réactions fusent de partout. Les analystes du discours constatent que Nduwimana est allé trop vite en besogne et fait une fuite en avant alors qu'il n'avait pas de pouvoir pour faire une telle déclaration. Le professeur Gertrude Kazoviyo trouve qu'une annonce vient de s'écouler alors que cette question est toujours pendante et que les différentes autorités qui se sont exprimées ne cessent de camper sur leurs positions respectives. Il s'agit entre autres du président de la République lui-même qui renvoie à la volonté de son parti, son porte-parole qui renvoie à son patron, du président du parti CNDD-FDD qui trouve qu'il n'y a pas d'obstacle légal à cette candidature, du ministre de l'Intérieur qui vient d'affirmer haut et fort que c'est le candidat du CNDD-FDD en 2015. A ce sujet, elle trouve que cette déclaration du ministre est étonnante du moment qu'il n'est ni le porte-parole du président de la République, ni celui du parti au pouvoir encore moins du gouvernement. Elle constate que peut-être cette question n'a pas encore été débattue au sein du parti au pouvoir afin de mettre au grand jour sa candidature et la personne habilitée à l'annoncer. Elle constate aussi de l'autre côté que le ministre veut soutenir le président comme ce dernier l'a soutenu contre Busokoza lors de la crise entre les deux hommes suite à la crise à l'Uprona. Elle trouve aussi que le ministre aurait voulu influencer ceux qui n'ont pas encore pris position au sein du parti au pouvoir pour qu'ils soutiennent cette candidature de Pierre Nkurunziza une fois la question soulevée. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa]- Le président du parti Sahwanya Frodebu Nyakuri trouve que le ministre de l'Intérieur n'est pas compétent pour annoncer les candidatures de ceux qui se présenteront dans les élections de 2015. Selon le docteur Jean Minani, Edouard Nduwimana aurait mis son souhait et cela ne concerne et n'engage peut-être que lui-même en sa propre personne puisqu'il souhaiterait rester dans cette place de ministre. Il trouve par ailleurs qu'il n'y a pas de discussions à ce sujet puisque les accords d'Arusha qui ont constitué le Burundi sont claires à ce sujet puisqu'ils déclarent que personne ne pourra faire plus de deux mandats à la tête de l'Etat burundais. [rpa]- Le parti CNDD trouve que les déclarations du ministre de l'Intérieur montrent que ce n'est pas le différenciel plus ses fonctions au sein du gouvernement de celles qu'il peut avoir au sein de sa formation politique.

Selon le porte-parole de ce parti, Edouard Nduwimana crie toujours qu'il a fait une formation en droit mais qu'au moment de la mise en application de la loi, il démontre le contraire de ce qu'il aurait appris. François Bizimana trouve que dans ce cas, le président est un candidat du gouvernement et qu'en ce cas, personne ne pourra le battre lors de la présidentielle puisqu'il aura tous les moyens y compris ceux de la force publique qui pourront lui être fournis par le gouvernement qui l'aura mis en avant. [rpa]- Le parti CNDD-FDD affirme qu'il n'a mandaté personne pour annoncer la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de 2015. Selon le porte-parole de ce parti, le ministre Nduwimana ou ses services n'ont pas reçu l'autorisation de qui que ce soit pour faire une telle annonce. On sime Nduwimana constate qu'il ne s'agit pas d'une période d'annonce des candidatures ou de la course aux élections et précise par ailleurs que le ministre de l'Intérieur n'est ni porte-parole du président de la République ni du parti CNDD-FDD. Il trouve que le ministre doit avoir une préférence personnelle comme tout autre citoyen au sujet de celui qu'il désire voir comme président de la République, et qu'il aurait donc voulu porter à la connaissance du public sa préférence à ce sujet. Il affirme que le parti au pouvoir n'a pas encore fait son choix et que ce choix sera opéré lors d'un congrès du parti CNDD-FDD convoqué à cet effet et qu'à ce moment, la candidature retenue sera communiquée officiellement. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa/rtnb]- Le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies au Burundi vient d'affirmer que la révision de la constitution du Burundi doit être l'œuvre de tous les burundais sans exclusion. Parfait Onanga Anyanga a dit cela lors d'un atelier organisé par le BNUB le matin de ce mercredi à Bujumbura. Selon lui donc, cette attitude de concertations dans la révision de la constitution servira à asseoir un bon climat dans le pays et que le sang ne soit plus versé inutilement comme c'est le cas dans pas mal de pays surtout africains. Il trouve également que le rejet du projet de loi portant

révision de la constitution par l'Assemblée nationale en fin de la semaine dernière doit servir de leçon aux burundais et trouve que cette attitude de l'Assemblée nationale est bonne pour le pays. Il affirme que le BNUB va continuer à appuyer le Burundi dans la consolidation de la paix en soutenant le dialogue entre les acteurs politiques burundais.

[rtr/bonesha/isanganiro/rpa/rtnb] Education - Clôture de la période que les autorités de l'Université du Burundi et de l'Université des Sciences et des Technologies avaient donné aux étudiants de ces deux institutions pour qu'ils prennent une réinscription après l'annulation de leur première inscription par le ministre de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique. D'une manière générale, les étudiants n'ont pas répondu favorablement à cet appel. En effet, près de 300 étudiants se sont faits inscrire dans toute l'université du Burundi sur un effectif de plus de 16.000 étudiants qui étaient attendus. A l'UNIB, seuls 200 étudiants ont été inscrits sur plus de 3000 qui étaient attendus. Selon des informations en provenance des agents chargés de procéder à ces réinscriptions, la plupart des ces étudiants réinscrits étaient ceux qui ne perdaient pas leur bourse d'étude comme les militaires et ceux qui finalisent leurs travaux de fin d'études universitaires communément appelés « mémoires ». Les autorités de ces deux institutions publiques n'ont pas encore réagi suite à ce faible réinscription, mais, elles avaient déjà promis ce mardi que les délais peuvent être allongés.

[rtr/bonesha/isanganiro/rpa/rtnb]- La Centrale des Jeunes Démocrates qui est une organisation de la jeunesse du parti Sahwanya Frodebu demande l'annulation des mesures qui visent la suppression de la bourse pour certains étudiants de l'université du Burundi et de l'UNIB. Selon un communiqué rendu public ce mercredi, elle dénonce un acharnement du pouvoir contre les étudiants suite à la pauvreté qui prévaut au Burundi et qui fait que ce sont ces pauvres étudiants qui en paient les pots cassés. Elle dénonce également le forçage qui est en train d'être utilisé par les autorités rectoriales ministérielles pour résoudre cette question au lieu de privilégier le dialogue. Elle demande ainsi au gouvernement de tout faire pour combler le déficit budgétaire afin de payer la bourse à tous les étudiants qui le méritent. Elle demande aussi au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi qu'au recteur de l'université du Burundi de démissionner de leurs fonctions à cause de leur comportement dans cette crise qui ne vise rien d'autre que la division des étudiants pourtant légitimes dans leurs revendications. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa/rtnb]